

EDITO

La répartition des moyens est maintenant connue : 3256 suppressions de postes sont annoncées dont 1365 dans le second degré. Au prétexte démographique, c'est l'austérité qui s'impose au détriment des conditions de travail et d'étude. Forcément, les lycées professionnels vont être touchés en lien, notamment, avec l'évolution de la carte des formations. Pourtant, depuis plusieurs années le nombre d'élèves non-affecté·es faute de places en lycée professionnel ne cesse de croître. Il y a urgence à augmenter les capacités d'accueil de nos établissements. Il a urgence aussi à ouvrir des formations qui répondent aux enjeux écologiques, aux besoins sociaux et de relocalisation industrielle plutôt que de développer des certificats de spécialisation ou d'entreprendre des réformes comme celle du BNMA pour les seuls besoins en main-d'œuvre des entreprises.

L'actualité de la voie professionnelle est marquée par le devenir du parcours « Y ». Constatant un échec cuisant, largement annoncé par la CGT Éduc'action, le ministère a cette année allégé le dispositif. Pour la rentrée 2026, si les arbitrages ne sont pas encore rendus, le ministre de l'Éducation s'est dit attaché à conserver un parcours différencié. On semble se diriger vers un parcours réduit et intégré à l'année scolaire, dont la mise en place serait laissée à l'autonomie des établissements. En revanche, ce qui est acté c'est le retour des examens après la mi-juin.

La CGT Éduc'action réaffirme son opposition à tout parcours « différencié » même réduit et déplacé, et son attachement à un retour des examens après la mi-juin. Pour assurer une insertion professionnelle réelle dans un métier et des poursuites d'études réussies, il faut surtout rendre la totalité des heures disciplinaires supprimées par les deux réformes successives subies par le lycée professionnel. Il faut également en finir avec cette volonté de toujours plus rapprocher nos établissements du monde économique et avec cette idée réactionnaire que l'entreprise formerait mieux que le lycée professionnel.

POUR UN LYCÉE PROFESSIONNEL AMBITIEUX ET ÉMANCIPATEUR

Pour la CGT Éduc'action, l'entreprise, poussée par des impératifs de productivité n'a pas vraiment le temps de former correctement les élèves, de plus elle peut s'avérer dangereuse. La CGT Éduc'action revendique une réduction du nombre de semaines de PFMP, leur sécurisation et leur transformation en stage d'observation et de pratique.

Pour la CGT Éduc'action, l'urgence est bien à l'abrogation des réformes Blanquer et Macron de la voie professionnelle, abrogation indispensable pour construire un lycée professionnel qui redonne du sens à nos métiers, et qui soit émancipateur pour les élèves.

C'est pour obtenir satisfaction sur l'ensemble de ces revendications que la CGT Éduc'action s'engage à construire dans l'unité la plus large et avec les personnels une année de mobilisation.